

Article 54

Le médecin-dentiste peut, dans son cabinet, accueillir tous les malades, quelque soit leur médecin-dentiste traitant, et que la maladie soit aigue ou non, sous les réserves indiquées aux articles 37 à 55 du présent code.

Article 55

Le médecin-dentiste doit en principe accepter de rencontrer en consultation tout autre médecin-dentiste ou médecin quand cette consultation lui est demandée par le malade ou sa famille. Lorsqu'une consultation est demandée par la famille ou le médecin-dentiste traitant, ce dernier peut indiquer le consultant qu'il préfère, mais doit laisser la plus grande liberté à la famille et accepter le consultant qu'elle désire, en se souciant avant tout de l'intérêt de son malade.

Le médecin-dentiste traitant peut se retirer si on veut lui imposer un consultant qu'il refuse ; il ne doit à personne l'explication de son refus.

Article 56

Le médecin-dentiste traitant et le consultant ont le devoir d'éviter soigneusement, au cours et à la suite d'une consultation, de se nuire mutuellement auprès du malade ou de sa famille.

Le médecin-dentiste consultant ne doit pas, sauf à la demande expresse du patient, poursuivre les soins exigés par l'état de ce dernier lorsque ces soins sont de la compétence du médecin-dentiste traitant.

Article 57

En cas de divergence de vue importante et irréductible au cours d'une consultation, le médecin-dentiste traitant est en droit de décliner toute responsabilité et de refuser d'appliquer le traitement préconisé par le consultant. Si ce traitement est accepté par le malade, le médecin-dentiste peut cesser ses soins.

Titre V

De l'exercice de la profession

Article 58

Le médecin-dentiste doit exercer personnellement sa profession. Il peut se faire aider dans son cabinet par un médecin-dentiste autorisé.

Article 59

Il ne peut y avoir d'exercice conjoint de la profession, notamment dans le cas prévu à l'article précédent sans contrat écrit qui doit respecter l'indépendance professionnelle de chaque médecin-dentiste.

Tout contrat d'association ne peut se faire qu'entre médecins-dentistes diplômés et autorisés par le secrétariat général du gouvernement.

Les projets de contrats doivent être soumis au conseil national de l'ordre qui vérifie leur conformité avec les principes du présent code, ainsi qu'avec les clauses des contrats-types établis par le conseil supérieur. Copies de ces contrats doivent être portées à la connaissance du conseil national.

Article 60

Le médecin-dentiste qui abandonne l'exercice de son art est tenu d'en avertir le conseil national, celui-ci lui en accuse réception et en informe le conseil supérieur, ce dernier accuse réception et informe à son tour le secrétariat général du gouvernement et le ministère de la santé publique.

Titre VI

*Devoirs des médecins-dentistes
envers les membres de la famille médicale*

Article 61

Dans leurs rapports professionnels avec les membres des professions médicales et paramédicales, les médecins-dentistes doivent respecter l'indépendance de ceux-ci.

Ils doivent éviter tout agissement injustifié tendant à leur nuire vis-à-vis de leur clientèle et se montrer courtois à leur égard.

Article 62

Tout projet de contrat d'association ou de société ayant un objet professionnel entre un ou plusieurs médecins-dentistes et un ou plusieurs membres des professions visées à l'article précédent doit, après avis de leurs conseils, légalement institués, être soumis au conseil supérieur de l'ordre des médecins-dentistes qui vérifie notamment si ce projet est conforme aux lois en vigueur et au code de déontologie.

Article 63

Le remplaçant doit signer obligatoirement lui-même les feuilles d'assurance maladie des patients qu'il soigne.

On ne peut faire obligation à l'étudiant remplaçant d'avoir un cachet. Il est cependant tenu de mentionner dans le cadre « praticien traitant », son nom suivi de « le remplaçant ».

Titre VII

Dispositions diverses et transitoires

Article 64

Toute décision prise par le conseil national en vertu des dispositions du présent code, peut être réformée ou annulée après motivation par le conseil supérieur soit d'office, soit à la demande des intéressés. Cette demande doit être présentée devant le conseil supérieur de l'ordre dans les deux mois de la notification de la décision.

Article 65

Tout médecin-dentiste, lors de son inscription au tableau doit affirmer devant le conseil national de l'ordre qu'il a eu connaissance du présent code et du règlement et s'engage, sous serment et par écrit, à les respecter.

Il doit informer le conseil national de l'ordre de toute modification survenant dans sa situation professionnelle.

**Arrêté du ministre de l'agriculture, du développement rural
et des pêches maritimes n° 1955-98 du 16 jourmada II 1419
(8 octobre 1998) relatif aux conditions générales de
production des vins à appellation d'origine contrôlée.**

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DU DÉVELOPPEMENT
RURAL ET DES PÊCHES MARITIMES,

Vu la loi n° 13-83 relative à la répression des fraudes sur les marchandises, promulguée par le dahir n° 1-83-108 du 9 moharrem 1405 (5 octobre 1984) ;

Vu le décret n° 2-75-321 du 25 chaabane 1397 (12 août 1977) portant réglementation de la vinification, de la détention, de la circulation et du commerce des vins, tel qu'il a été modifié et complété, notamment son article 11, *b*) ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 869-75 du 28 chaabane 1397 (15 août 1977) portant réglementation du régime des appellations d'origine des vins, tel qu'il a été modifié et complété ;

Après avis de la commission nationale viti-vinicole, réunie le 22 moharrem 1419 (19 mai 1998),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La reconnaissance de l'appellation d'origine contrôlée des vins, dont les conditions de production sont proposées par la profession intéressée, est confiée à la commission nationale viti-vinicole, instituée par l'article 12 du décret susvisé n° 2-75-321 du 25 chaabane 1397 (12 août 1977). Cette reconnaissance est transcrite dans un arrêté du ministre chargé de l'agriculture qui délimitera de façon précise l'aire géographique de l'appellation, en énumérant la liste des communes ou parties de communes constituant l'aire en question. A l'intérieur de cette aire, des terroirs ou « crus » peuvent être reconnus et délimités sous réserve de conditions de production particulières ou plus restrictives que celles prévues pour l'A.O.C considérée.

ART. 2. – Chaque arrêté d'appellation d'origine contrôlée précise la ou les couleurs du vin et énumère également la liste des cépages autorisés dans la production de vin de ladite appellation ainsi qu'éventuellement la proportion de chacun d'eux. Il indique aussi l'âge à partir duquel une jeune vigne peut produire un vin à A.O.C. Toute parcelle pouvant produire du vin à A.O.C et contenant à la fois des cépages autorisés et d'autres non admis perd le droit à cette appellation. Toute exploitation contenant des hybrides ne peut élaborer d'A.O.C.

ART. 3. – Pour l'élaboration d'un vin à A.O.C, la vendange doit être vinifiée conformément aux usages locaux.

Il ne peut être utilisé pour élaborer des vins à A.O.C de matériel susceptible de nuire à leur qualité, tels que, l'usage des pressoirs continus et des vis sans fin.

Les raisins doivent être récoltés dans des caisses percées et vinifiés dans des caves équipées de groupes de refroidissement ainsi qu'en équipement en inox et équivalent.

ART. 4. – La vendange doit être constituée de raisins récoltés à bonne maturité. Tout lot de vendange apporté en cave doit présenter une richesse minimale de 187 g de sucre par litre de moût.

Pour chaque appellation, il est fixé une richesse minimale naturelle en sucre ainsi qu'un titre alcoométrique acquis pour les vins secs, ou acquis et en puissance pour les vins doux ou liquoreux.

Sauf dispositions contraires prises en application de l'article 3 ci-dessus, les moûts et les vins bénéficient de toutes les pratiques œnologiques prévues par le décret précité n° 2-75-321 du 25 chaabane 1397 (12 août 1977) à l'exception de la concentration.

Toutefois, en année exceptionnellement défavorable, le ministre chargé de l'agriculture sur proposition de la commission nationale viti-vinicole pourra, soit autoriser l'abaissement de la richesse minimale naturelle en sucre de l'appellation dans la limite de 8 g/l et l'abaissement du titre alcoométrique acquis dans la limite de 0,5% vol., soit autoriser l'enrichissement par moût concentré ou par moût concentré rectifié dans la limite de 1% vol. Le moût concentré devra être issu de la même appellation contrôlée. Dans l'un ou l'autre cas, la richesse minimale en sucre des lots de vendanges apportés en cave et destinés à élaborer des vins blancs à A.O.C pourra être abaissée à 178 g de sucre par litre de moût.

ART. 5. – Pour chaque appellation, il doit être prévu un rendement maximum qui peut être exprimés soit en poids de raisins par ha soit en hectolitres de vin/ha. Tout dépassement du rendement fixé entraîne la perte du droit à l'appellation pour l'exploitation concernée. Toutefois, des dérogations individuelles peuvent être accordées sur proposition de la commission nationale viti-vinicole après vérification de la qualité de la récolte et du respect des conditions de production. Les demandes de dérogation doivent être présentées avant le 10 novembre de l'année de récolte.

ART. 6. – Pour chaque appellation, les parcelles prétendant à l'A.O.C doivent présenter :

- une densité minimale de plants à l'hectare ;
- un mode particulier de conduite de la vigne et notamment en matière de type de taille et d'irrigation d'appoint s'il y a lieu.

ART. 7. – La vinification doit avoir lieu soit dans l'aire d'appellation d'origine contrôlée elle-même, soit dans l'aire d'appellation d'origine garantie considérée.

ART. 8. – Les producteurs de vin à A.O.C sont tenus d'adresser au service de la répression des fraudes concerné, avec copie au service central de la division de la répression des fraudes, 15 jours avant le début des vendanges, une déclaration d'intention de revendiquer l'A.O.C considérée.

Ils doivent, lors de l'établissement de la déclaration de leur récolte, revendiquer l'appellation en précisant pour celle-ci la couleur du vin, le poids de vendange ou le volume de vin élaboré ainsi que l'encépagement. Ils doivent mentionner, en outre, pour chaque parcelle de leur exploitation, la superficie et les cépages produisant les vins à A.O.C.

En cas d'achat de vendanges, le négociant vinificateur doit établir pour le compte du vendeur en la faisant signer par ce dernier, une déclaration de récolte partielle reprenant les indications visées à l'alinéa ci-dessus.

ART. 9. – L'agrément des vins prétendant à l'A.O.C est effectué selon la procédure prévue par l'arrêté susvisé n° 869-75 du 28 chaabane 1397 (15 août 1977). En cas de refus de cet agrément, il pourra être décidé que les vins, s'ils sont loyaux et marchands, seront commercialisés sous l'appellation d'origine garantie ou en vin ordinaire. Les registres et les déclarations de récolte sont modifiés dans ce sens.

ART. 10. – Tout producteur ou négociant peut décider de replier un vin d'A.O.C en appellation d'origine garantie ou de le déclasser en vin ordinaire, à condition que ce vin soit loyal et marchand et d'annoter en conséquence la déclaration de récolte et les registres pour les producteurs et les négociants vénificateurs, ou uniquement les registres lorsqu'il s'agit de négociants.

A l'occasion de leurs contrôles, les services de la répression des fraudes pourront notifier le repli ou le déclassement du vin à A.O.C lorsqu'il sera constaté qu'il ne répond plus au critère de couleur, de limpidité, de goût ou d'odeur selon une procédure qui sera définie par décision ministérielle.

ART. 11. – Les vins pour lesquels l'appellation d'origine contrôlée a été reconnue, ne peuvent être offerts aux consommateurs, expédiés, mis en vente ou vendu sans que dans les annonces, sur les prospectus, étiquettes, factures, récipients quelconques, l'appellation susvisée soit accompagnée de la mention « A.O.C » en caractères très apparents.

ART. 12. – Est interdit l'emploi de toute indication ou de tout signe susceptible de faire croire à l'acheteur qu'un vin a droit à l'appellation contrôlée, alors qu'il ne répond pas à toutes les conditions fixées par l'arrêté d'appellation.

ART. 13. – Le directeur de la protection des végétaux, des contrôles techniques et de la répression des fraudes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 16 jourmada II 1419 (8 octobre 1998).

HABIB EL MALKI.